

**Arrêté concernant le loyer de la maison d'habitation dans le cadre d'un bail rural  
applicable aux baux conclus avant le 1<sup>er</sup> octobre 2009**

**LA PRÉFÈTE DE L'OISE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- Vu** les dispositions du code rural notamment en ses articles L 411-11 et R 411-1,
- Vu** la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat en son article 9 relatif à l'indice de référence des loyers,
- Vu** la loi n° 2008-776 du 4 août 2008, article 41, de modernisation de l'économie,
- Vu** l'arrêté préfectoral du 13 février 1986 modifié, fixant le mode de calcul des fermages,
- Vu** l'avis de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux dans sa séance du 26 septembre 2008,
- Vu** le décret du 11 janvier 2023 nommant Madame Catherine SÉGUIN, Préfète de l'Oise ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 7 juin 2023 donnant délégation de signature à M. Claude SOUILLER, Directeur Départemental des Territoires ;
- Vu** l'arrêté de subdélégation en date du 9 juin 2023 donnant délégation de signature à Madame Agnès COCHU, Ingénieure divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, responsable du service de l'Economie Agricole ;
- Sur** proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise,

## ARRETE

### Article 1

L'article 8 - Logements, de l'arrêté préfectoral du 13 février 1986 est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2023 :

Le fermage de l'habitation principale est déterminé par le barème suivant :

**a)** Habitation confortable comportant 5 pièces, eau courante, électricité isolation du plafond de l'étage supérieur, et confort moderne c'est-à-dire chauffage central, cabinet de toilette avec douche ou baignoire, W.C intérieur, de 5 307 € à 5 648 € par an.

**b)** Habitation confortable comportant 5 pièces, eau courante, électricité, confort moderne, c'est-à-dire chauffage central, cabinet de toilette avec douche ou baignoire, W.C intérieur, de 4 622 € à 4 965 € par an.

**c)** Habitation comportant 5 pièces, eau courante, électricité, sans confort moderne ou habitation moins importante mais pourvue du confort moderne, de 2 742 € à 3 643 € par an.

**d)** Habitation comportant 3 ou 4 pièces, eau courante, électricité, sans confort moderne, de 1 368 € à 2 397 €.

Ces valeurs s'entendent pour une habitation en bon état et sous condition que les équipements de confort aient été réalisés par les propriétaires.

Ces loyers ainsi que les maxima et les minima seront actualisés, chaque année, d'après la variation de l'indice de référence des loyers (IRL) du 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année en cours par rapport à l'IRL du 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année précédente (publication INSEE).

L'indice de base pour la campagne 2023-2024 est l'indice de référence des loyers du 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 soit 140,59 (+ 3,50 %) par rapport à l'IRL du 2<sup>ème</sup> trimestre 2022.

### Article 2

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux : vous adressez votre demande dans le délai de deux mois suivant la date de publication de la décision, auprès de la DDT, service Economie Agricole, Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux. Vous pouvez considérer votre demande comme rejetée (rejet implicite), si dans le délai de deux mois à compter de la date de réception du recours aucune réponse de mes services n'est intervenue.

- d'un recours hiérarchique : vous adressez votre demande dans le délai de deux mois suivant la date de publication de la décision auprès des services du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. Vous pouvez considérer votre demande comme rejetée (rejet implicite), si dans le délai de deux mois à compter de la réception du recours aucune réponse des services du ministère n'est parvenue. Ni l'un, ni l'autre de ces recours ne suspend l'application de la présente décision.

- d'un recours contentieux : vous adressez votre requête auprès du tribunal administratif d'Amiens dans le délai de deux mois suivant la date de publication (14 rue Lemerchier, 80011 Amiens cedex 1). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).


- de recours successifs : vous avez introduit un recours gracieux ou hiérarchique, un rejet explicite ou implicite est intervenu, vous pouvez introduire un recours contentieux dans les deux mois suivant la date du rejet.

### **Article 3**

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Beauvais, le 31 août 2023

Pour la Préfète et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires  
et par délégation,  
La responsable du service Economie Agricole

  
Agnès COCHU

